

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
31 décembre 2002  
Français  
Original: arabe

---

**Lettre datée du 30 décembre 2002, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la lettre du 19 décembre 2002 que vous a adressée le Ministre iraquien des affaires étrangères, M. Naji Sabri al-Hadithi. Dans sa lettre, le Ministre iraquien affirme que le Koweït a retenu un remorqueur iraquien et les membres de son équipage alors qu'ils se trouvaient dans les eaux territoriales irakiennes et vous demande d'intervenir pour qu'ils soient libérés immédiatement. Afin de clarifier les circonstances qui entourent cet incident, je tiens à préciser ce qui suit :

1. Le 4 décembre 2002, à 17 heures, les forces navales koweïtiennes relevant du Ministère de la défense ont arrêté un remorqueur iraquien et son équipage, composé des quatre ressortissants irakiens suivants :

- Abd al-Karim Ali Abd al-Mohsen al-Ghanem
- Hussein Ali Hafez Mahmoud
- Ma'n Majed Abbas al-Miyahi
- Riyadh Jabbar Mohammad Younes.

2. Le remorqueur iraquien et son équipage ont été interceptés alors qu'ils entraient dans les eaux territoriales koweïtiennes. Lorsqu'ils ont été interrogés, les membres de l'équipage ont prétendu qu'ils se dirigeaient vers Khawr al-Zoubayr, mais qu'ils avaient perdu leur chemin en raison du mauvais temps, d'où leur présence dans les eaux territoriales koweïtiennes.

3. Après que les autorités compétentes eurent procédé aux vérifications nécessaires avec les membres de l'équipage, les autorités koweïtiennes ont contacté le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le 16 décembre 2002, afin que les mesures voulues soient prises en vue du rapatriement de l'équipage.

4. Le 22 décembre 2002, le CICR a adressé une note aux autorités koweïtiennes compétentes pour les informer qu'un représentant du Comité avait rendu visite à l'équipage iraquien détenu par le service koweïtien de rapatriement et que les membres de l'équipage avaient librement exprimé le souhait de rentrer en Iraq. La mission du CICR à Bagdad a donc été contactée et elle a été priée d'informer les autorités irakiennes de la situation pour qu'elles autorisent le retour en Iraq des membres de l'équipage du remorqueur.



5. Dès que les autorités irakiennes accorderont leur autorisation, le CICR et les autorités koweïtiennes arrêteront les modalités du rapatriement en Iraq de l'équipage du remorqueur.

Il convient de souligner que, à la date de l'établissement de la présente lettre, le CICR ne nous avait pas informé que les autorités irakiennes avaient accordé leur autorisation pour que l'on puisse prendre les mesures voulues, étant entendu que les autorités koweïtiennes compétentes ont, depuis deux semaines environ, pris toutes les dispositions nécessaires pour faciliter le retour en Iraq des personnes susmentionnées.

Il ressort de ce qui précède que, dans sa lettre, le Gouvernement irakien, comme d'habitude, ne fait que répéter des allégations erronées. Le Koweït s'inscrit en faux contre les affirmations figurant dans la lettre susmentionnée, et nous vous prions de bien vouloir intervenir auprès du Gouvernement irakien pour lui demander de renoncer à ces fausses allégations, dont le but est de créer un climat de tension et d'instabilité dans la région.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Mansour Ayyad **Al-Otaibi**

---